

« Il faut amener l'université dans les camps de réfugiés »

ENSEIGNEMENT Barbara Moser-Mercer, docteure honoris causa de l'UCL

Barbara Moser-Mercer

Professeure à l'université de Genève, cette germanophone spécialiste de psychologie cognitive a dirigé pendant 20 ans le département de traduction et interprétation. En 2005, elle est sollicitée pour former des interprètes travaillant en Irak. C'est le point de départ de son projet InZone, qui combine méthodes d'apprentissage innovantes à distance et centre de formation au sein des camps de réfugiés.

► La professeure est à l'origine d'un programme d'enseignement supérieur pour les réfugiés du Kenya et de Jordanie. ► Un défi loin d'être évident pour l'intégration des populations à long terme.

ENTRETIEN

Une université pour les réfugiés, par les réfugiés, là où se trouvent les réfugiés. La Suisse Barbara Moser-Mercer recevait lundi le titre de docteure honoris causa de l'UCLouvain pour honorer son approche de la pédagogie. Cette spécialiste de l'interprétation a créé des méthodes innovantes d'apprentissage à distance avant de lancer le projet InZone : des centres de formation du supérieur implantés directement dans les camps de réfugiés. Les professeurs de l'université de Genève assurent l'enseignement tandis que des réfugiés gèrent le campus. Plusieurs centaines d'élèves ont été formés dans les camps de Kakuma, au Kenya, et d'Azraq, en Jordanie. Un projet au nord du Liban devrait bientôt voir le jour.

Qu'est-ce qui vous a fait passer de Genève aux camps de réfugiés kényans ?

Tout est parti d'une requête de l'Organisation internationale pour les migrations qui m'a demandé en 2005 de former des interprètes travaillant en Irak. Nous avons reçu vingt noms mais seules quatre personnes ont pu venir jusqu'à Genève. Cela n'allait pas. Alors on a développé un programme virtuel, à distance, pour les interprètes travaillant près des zones de conflit. Mais après plusieurs années, on s'est dit qu'il fallait amener l'université dans ces contextes fragiles, en particulier dans les centres de réfugiés. Il fallait que les professeurs puissent se déplacer pour donner leurs séminaires et faire passer les examens. La philosophie du projet est que l'enseignement et la recherche développés sur place profitent au savoir indigène. Qu'on sorte de cette optique où les chercheurs européens viennent faire leurs recherches dans le sud et puis repartent avec leurs données. On s'assure aussi que ceux qui sont admis ont la responsabilité de redonner à la communauté.

Travailler avec des interprètes humanitaires implique-t-il de s'adapter ?

Nous avons commencé à aller sur le terrain pour former les interprètes du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Jusque-là, nous formions surtout des traducteurs de la Croix-Rouge qui n'étaient pas de la nationalité du pays où ils travaillaient. Mais le HCR, vu la quantité de nationalités, de langues et a fortiori de langues rares, n'a pas d'autre choix que de faire appel à des réfugiés pour traduire d'autres réfugiés. Cela met les gens dans une situation très difficile puisqu'ils ont vécu les mêmes expériences traumatisantes. Et il y a un problème éthique : les interprètes risquent d'être menacés ou soudoyés pour raconter la

bonne histoire. Cet aspect éthique est abordé plus longuement dans la formation et on sensibilise les ONG et les agences pour qu'elles ne mettent pas les interprètes dans une situation de risques.

Vous ne formez que des interprètes ?

Pas seulement, non. Nous avons un bachelier en sciences politique, en collaboration avec une université kényane, qui aborde les droits humains, les droits de l'enfant, la santé publique, la pauvreté. Ce qui est susceptible de parler aux étudiants sur place, à prendre du recul sur ce qui leur est arrivé. S'ajoute une formation médicale de base qui permet aux réfugiés d'utiliser les ECTS européens et de les faire éventuellement valoir dans d'autres universités. Et un programme d'ingénierie de base. C'est assez intéressant dans le contexte des camps de réfugiés où il y a quantité de problèmes pour lesquels on doit trouver des solutions techniques, avec peu de ressources. L'intérêt aussi, c'est

qu'on peut créer des certificats combinés avec formation médicale, ingénierie et santé publique pour faire de l'ingénierie médicale. Cela permet aux gens de vraiment développer des outils pertinents pour le contexte dans lequel ils vivent. La plupart des réfugiés vont rester dans les camps, ce n'est pas transitoire. C'est pour cela qu'il faut construire ces espaces d'enseignement supérieur qui

englobent le fait de se reconstruire une communauté, de vivre en paix ensemble et laisser derrière les conflits. Il faut

faire attention à cette tendance de plaquer des modèles de développement sans tenir compte du contexte. Au Kenya, par exemple, il y a une dynamique économique actuellement, des investissements, mais j'ai le sentiment qu'on s'interroge peu sur la perspective à 10-15 ans, qu'on prend peu en compte la diversité culturelle, linguistique...

On ne peut pas s'attendre à ce que des ressortissants du Rwanda, de la RDC, du Tchad vivent ensemble en toute tranquillité. Nous faisons très attention dans notre projet à construire cette réflexion critique. A former des leaders de différentes communautés. ■

Propos recueillis par
LORRAINE KIHL

PARTENAIRES POTENTIELS

L'UCL ne balaie pas l'idée

Barbara Moser-Mercer ne le cache pas, le projet InZone pourrait chercher de nouveaux partenaires universitaires. « Mais nous tenons à garder cet esprit d'incubateur innovateur. La formation supérieure dans les camps doit être de la même qualité qu'à Genève. Le risque, c'est que de grosses universités débarquent avec beaucoup d'argent et parachutent leurs bachelors

dans un contexte qu'elles connaissent mal. Un cours pertinent aux États-Unis ne l'est pas nécessairement au Kenya. » L'UCLouvain, pourquoi pas, à condition d'être complémentaire et de partager la même vision de la mission. Le recteur Vincent Blondel ne balaie pas

l'idée. Honorer Barbara Moser-Mercer, c'est envoyer un signal fort quant à la volonté de faire jouer un rôle à l'université dans l'intégration des réfugiés. L'UCLouvain a d'ailleurs

déjà mis en place un programme d'acclimatation d'un an pour les réfugiés, lequel a abouti à des inscriptions dans le cursus régulier.

« Nous sommes en pointe sur les cours en ligne, notamment en matière de droits humains. Le matériel pourrait être décliné, après quelques adaptations, pour être destiné aux camps de réfugiés. » Envoyer des professeurs dans les camps ? « A étudier. »

L.K.